



Démocratie et prestation de services

Série de Dialogues politiques
de 2015 en Afrique et en Asie de
l'Ouest : Afrique Australe

Rapport du dialogue
23-24 novembre 2015
Pretoria, Afrique du Sud



Démocratie et prestation de services

Série de Dialogues politiques
de 2015 en Afrique et en Asie
de l'Ouest : Afrique Australe

Rapport du dialogue

24–26 novembre 2015
Pretoria, Afrique du Sud

© 2016 Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale

International IDEA
Strömsborg
SE-103 34 STOCKHOLM
SUEDE
Tél: +46 8 698 37 00, fax: +46 8 20 24 22
Courriel: info@idea.int, site web: www.idea.int



La version électronique de cette publication est disponible sous Creative Commons Licence (CCL) — Creative Commons Attribute-NonCommercial-ShareAlike 3.0 Licence. Vous pouvez librement partager cette publication ou encore réorganiser ou adapter son contenu à la condition que ce soit à des fins non commerciales et sous réserve de citer correctement votre source et de diffuser votre travail sous une licence identique à celle-ci. Pour de plus amples informations sur cette licence, veuillez consulter le site suivant : <<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0>>.

Les publications d'IDEA international sont indépendantes de tout intérêt national ou politique. Les points de vue exprimés dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les opinions d'IDEA international, de son conseil consultatif ou des membres de son conseil.

Conception graphique : International IDEA

Table de matière

Résumé analytique.....	6
Introduction	8
Séance d'ouverture	10
Défis actuellement posés à la prestation de services : domaines et dimension	13
Impact politique et conséquences des défis liés à la prestation de services	15
Impact socioéconomique et conséquences des défis posés à la prestation de services	18
Options d'actions au niveau régional au sein de la SADC.....	20
Options d'engagement des citoyens	22
Engagements de la société civile et des syndicats	24
Rôle des partis politiques.....	26
Agenda de recherches stratégiques.....	29
Séance de récapitulation : Prochaines étapes	31
Séance de clôture	34
Annexes	35

Résumé analytique

Le Dialogue ayant pour thème *Démocratie et prestation de services* s'est tenu à Pretoria en Afrique du Sud, les 23-24 novembre 2015. L'événement s'est déroulé dans un contexte où les défis posés par la prestation de services dans les pays d'Afrique Australe, et leur impact potentiel sur la gouvernance et la démocratie, sont au centre de préoccupations croissantes et communes. Ces travaux avaient pour objectif de conduire une réflexion globale et approfondie sur les liens complexes entre prestation de services et gouvernance, et envisager des perspectives, en termes de politiques et de recherche, pour les engagements futurs du Programme régional Afrique et Asie de l'Ouest de IDEA international.

Pendant jours, cette rencontre, qui a fait appel à diverses parties prenantes, a réuni de nombreux acteurs de la vie politique et institutionnelle de la région, ainsi que des représentants de la société civile et des universitaires, qui ont pu confronter leurs expériences et leurs points de vue sur la démocratie et le développement.

Au cours d'une dizaine de séances, le forum s'est articulé autour d'exposés structurés présentés par des experts, qui ont été suivis de commentaires et de débats.

Pour faciliter la mise en œuvre des engagements présentés dans le rapport de synthèse par les collaborateurs, partenaires et autres parties prenantes, le document récapitule ci-dessous les principales questions relatives aux objectifs fixés par le dialogue qui ont été soulevées au cours des travaux.

1. La complexité des défis que pose la prestation de services et les réponses des pays de la région

Les défis de la prestation de services auxquels sont confrontés les pays de la région ne sauraient être compris en dehors du prisme de l'économie politique, en ignorant l'influence de l'histoire sur le partage du pouvoir et les contestations sociales liées aux services publics. L'insuffisance des prestations de l'État est souvent la conséquence de réformes inappropriées et de l'organisation du partage et du contrôle du pouvoir.

2. Les conséquences du défi que pose la prestation de services et ses conséquences sur la démocratie et la vie politique dans la région

Les échecs de la prestation de service aggravent et sont aggravés par l'importance de la recherche de patrimoine et de rente des acteurs publics et privés. La collusion entre les États et les partis politiques au pouvoir contribue à renforcer l'échec des prestations de services en facilitant leur utilisation à des fins privées. La région est ainsi le théâtre de l'émergence d'institutions étatiques parallèles et de classes moyennes qui délaissent leur mission de service public pour servir leurs intérêts au détriment des couches sociales moins favorisées.

3. L'impact socioéconomique à long terme des défis liés la prestation de services dans les pays de la région

Les conséquences économiques et sociales de la faiblesse des États sont aggravées par les détournements de fonds publics et l'impuissance à agir contre les intérêts privés qui minent la prestation de services et limitent la disponibilité de ressources pour le développement social. La société a changé et la plupart des pays doivent composer avec une population jeune qui, tout en étant consciente du rôle de l'histoire, ne comprend ou n'accepte pas les limites qu'elle impose à leurs perspectives d'avenir.

4. Étude des approches possibles pour renforcer la légitimité de la démocratie à travers une meilleure prestation de services

Les institutions libérales existantes s'efforcent de conserver leur légitimité à travers la contestation politique et le renforcement des consultations participatives des communautés. La légitimité de la gouvernance pourrait être consolidée grâce à un meilleur « outillage étatique » et par une réflexion sur la façon dont les mouvements sociaux liés à la question peuvent conduire à un changement social et économique vers un développement plus inclusif.

5. Étude des politiques et des stratégies nationales et régionales pouvant aider à relever les défis liés à la prestation de services, et rôle des différents acteurs dans ce processus

Il n'existe pas de réponse pratique et simple au problème de la gouvernance et du développement. Il est nécessaire de comprendre que la gouvernance démocratique peut prendre différentes formes et contenus à l'intérieur d'un même pays et d'un pays à l'autre, et qu'il n'existe pas une seule et unique voie pour aller vers un avenir meilleur.

Cette synthèse reprend les questions centrales soulevées au cours du dialogue, mais ne reproduit ni l'intégralité, ni la richesse des points de vue échangés. Un résumé plus complet et plus détaillé des exposés et des discussions est présenté dans chaque section du rapport. Tous les participants ont globalement reconnu que les problèmes liés à la prestation de services demandaient une recherche stratégique plus approfondie et des sessions de dialogue de fond avec les partis politiques et les hauts responsables de la région.

Introduction

Le Dialogue sur le thème *Démocratie et prestation de services* s'est tenu à Pretoria, en Afrique du Sud, les 23-24 novembre 2015. L'événement s'inscrivait dans la *Série de dialogues politiques 2015* de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA international) dans la région Afrique. L'événement était organisé en collaboration avec Thabo Mbeki Africa Leadership Institute (TMALI), Trust Africa et Southern Africa Trust (SAT). Il visait essentiellement à aborder la difficulté et la complexité des liens entre démocratie et prestation de services. Il s'est déroulé dans un contexte où les services publics des pays de la région et au-delà souffrent d'une désaffection et d'une contestation croissantes de la part des citoyens.

Le dialogue, en faisant appel à diverses parties prenantes, a bénéficié de la participation active de représentants de la société civile régionale et locale, d'universitaires, ainsi que de hauts fonctionnaires et de responsables gouvernementaux, ayant des points de vue expérimentés sur la complexité des interactions entre la démocratie et le développement. Il s'est déroulé dans un climat de préoccupation croissante due au niveau élevé des inégalités sociales et à la prolifération des contestations relatives à la prestation de services dans certains pays de la région. Partant des défis que pose la prestation de services, les travaux du dialogue avaient pour objectif d'élaborer des pistes visant à augmenter le bien-être des populations en améliorant la performance démocratique.

Les séances du dialogue ont été conçues de manière à maximiser les échanges entre les participants afin que leur réflexion serve de base à une meilleure compréhension des causes et des conséquences des défis que pose la prestation de services dans la région d'Afrique Australe, et qu'ils permettent l'élaboration de mesures stratégiques et de politiques futures. La liste complète des participants est jointe en l'Annexe. L'objectif global du dialogue était d'offrir une plateforme supplémentaire à la coopération dans la région afin d'influer sur les débats portant sur les actions à mener pour faire avancer la démocratie la pratique démocratique. Au regard de l'ampleur du thème de l'événement, les objectifs résumés ci-dessous (extraits de la note conceptuelle) ont servi à en orienter le programme et les contributions des participants :

- Mettre en lumière les complexités des défis que pose la prestation de services et les réponses des pays de la région
- Evaluer les conséquences des problèmes liés à la prestation de services et leur impact sur la démocratie et la vie politique dans la région
- Évaluer les répercussions socioéconomiques à long terme des défis que pose la prestation de services dans les pays
- Étudier les approches possibles pour renforcer la légitimité de la démocratie à travers une meilleure fourniture de services

- Engager une recherche sur les stratégies et les politiques nationales et régionales visant à surmonter les problèmes liés à la fourniture de services, et sur le rôle de différents acteurs du processus

Le présent rapport est un résumé général des exposés présentés par les différents conférenciers mais aussi des débats qu'ils ont suscités. Le programme du dialogue a globalement suivi les objectifs résumés dans la note d'intention de l'événement. À noter certaines modifications concernant les conférenciers et les présidents de séance en raison d'annulations tardives. Les allocutions des présidents qui étaient présents sont détaillées dans le rapport.

Ce rapport de synthèse vise à exprimer les questions de fond soulevées par les membres des panels ayant donné lieu à des discussions. Il ne s'agit donc pas d'un verbatim et ne doit pas servir de base à quelque attribution que ce soit.

Séance d'ouverture

Cette séance a porté sur l'identification de la nature des préoccupations liées à la prestation de services et à la démocratie auxquelles sont confrontés les acteurs de la région. La modératrice de cette séance était l'Honorable Thoko Didiza, membre du Parlement et administratrice du Thabo Mbeki Leadership Institute (TMLI). L'Honorable Didiza a souligné l'urgence de la question de la prestation de services, essentielle au contrat social entre l'État et les citoyens. Elle a également expliqué l'importance d'une réflexion sur la nature des engagements démocratiques et la nécessité d'aller au-delà de l'idée que les peuples ne sont que de passifs récipiendaires des services, pour revenir au postulat selon lequel « ce sont les peuples qui gouvernent ».

Le Professeur Adebayo Olukoshi, directeur du programme Afrique et Asie de l'Ouest de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA international), a prononcé l'allocution de bienvenue. Ont suivi l'allocution d'ouverture de M. Siphosami Mahlunga, directeur exécutif de Open Society Institute of Southern Africa (OSISA) et un message de bonne volonté du professeur Emmanuel Nnadozie, secrétaire exécutif de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF). Lors de la séance d'ouverture, l'assemblée a observé une minute de silence à la mémoire du professeur Sam Moyo du Zimbabwe, décédé alors qu'il participait à une conférence en Inde.

Professeur Adebayo Olukoshi : Allocution de bienvenue

Le professeur Adebayo Olukoshi a commencé par remercier les organisations partenaires de la région pour leur disponibilité et leur contribution à la tenue du Dialogue. Il a ensuite indiqué que le dialogue d'Afrique Australe était le premier volet d'une série de dialogues régionaux qui allaient être organisés en Afrique sur les interactions fondamentales entre démocratie et développement. Selon lui, mettre le curseur sur la prestation de services est primordial pour assurer durablement l'équilibre entre la manière dont le peuple est gouverné et les attentes de résultats qu'il a de la gouvernance.

Compte tenu du contexte actuel des défis liés à l'État démocratique, le professeur Olukoshi a déclaré qu'il fallait élargir le cadre de la réflexion pour optimiser la capacité des États à fournir des services comme base de consolidation des acquis de la transition démocratique. Il a noté qu'il était particulièrement urgent de s'attaquer aux taux élevés de chômage et d'inégalités, aux demandes de services de la part des populations et à l'état des infrastructures sur l'ensemble du continent. Il a également insisté sur la nécessité de se pencher sur la nature du contrat social entre l'État et la société. En particulier, sur la nature des systèmes démocratiques, le rôle des partis politiques et les questions de fond soulevées par les citoyens sur la capacité des systèmes à répondre à leurs besoins.

Le professeur Olukoshi a fait observer que dans la région d'Afrique Australe, les services publics faisaient l'objet d'un activisme social intense qui mettait sous pression les États

et les secteurs productifs de la société. Il a partagé certaines réflexions intellectuelles sur la relation entre démocratie et développement et insisté sur l'importance qu'il y avait à placer l'espace démocratique à la base des actions en faveur du développement. En réponse à certains des débats sur le développement et la démocratie, le professeur Olukoshi a rappelé que la manière dont les peuples sont gouvernés ne peut être séparée du contenu des services qui leur sont fournis et que la démocratie et le développement sont inextricablement liés. Il a en outre soutenu qu'il fallait s'intéresser davantage aux aspects socioéconomiques de la démocratie dans la mesure où les peuples s'interrogent de plus en plus sur la nature et la valeur des systèmes démocratiques. Il a conclu ses propos de bienvenue en invitant les participants à pousser la réflexion sur toutes ces questions afin de nourrir le débat sur la démocratie et le développement, deux notions d'actualité dans toutes les régions du monde.

M. Siphosami Mahlunga : Allocution d'ouverture

Dans son allocution d'ouverture, M. Mahlunga a invité les participants à analyser la question de la prestation de services du point de vue de la société civile. Selon lui, la soif de démocratie est l'un des défis du continent. Il a insisté sur l'importance de l'État qui, très souvent, dans la réalité n'est qu'une « coquille vide » incapable de fournir ce qu'est censé offrir un espace démocratique. Il a fait observer que le système de prestations était souvent indigent et qu'une partie du problème était dû aux personnes qui occupent et contrôlent l'ensemble du système étatique.

M. Mahlunga a précisé son point de vue en mentionnant certains des facteurs qui influent sur la nature et le fonctionnement de l'État. Il a fait observer que, souvent, les actes de prédation des élites du monde politique et économique contribuaient à éroder la confiance que les citoyens doivent normalement avoir dans le gouvernement et sa capacité à fournir des services. Il a également fait observer que les élites profitaient souvent de leur pouvoir économique et politique pour améliorer leurs revenus et se constituer des rentes. Il a soutenu que l'absence de prestation de services était le moyen de réprimer ou de marginaliser de façon délibérée les citoyens. En conclusion, M. Mahlunga a fait observer que la capacité des classes moyennes à s'adapter à cette situation en se désengageant du système portait préjudice à la promotion de la culture démocratique sur le continent.

Professeur Emmanuel Nnadozie : Message de bonne volonté

Le Professeur Nnadozie a commencé son intervention en déclarant que si les gouvernements ne parvenaient pas à fournir des services, ils s'exposaient au risque de précipiter la faillite de l'État. Il a souligné l'importance stratégique de s'atteler au problème inacceptable du taux de chômage des jeunes. Aujourd'hui, beaucoup de jeunes diplômés ne trouvent pas d'emploi ou sont incapables de travailler à leur compte. Il a expliqué que le contexte actuel soulevait des questions fondamentales sur la capacité d'une démocratie à fournir des services à sa population. Selon lui, il est nécessaire de remettre en question le discours qui tend à faire croire que les démocraties sont plus performantes. À ce propos, il a fait remarquer que l'élite était souvent la seule à tirer profit des institutions de l'État.

Le Professeur Nnadozie a affirmé qu'il était impossible d'apprécier la réalité actuelle sans tenir compte de l'héritage historique du colonialisme. Cette réflexion sur le passé devrait permettre d'apprécier le chemin parcouru et certains des succès enregistrés sur le continent. Quand on aborde la question de la prestation de services, ces réalités héritées du colonialisme mettent en perspective l'importance de la vie politique et du contexte économique. Selon lui, cette mise en perspective doit s'accompagner d'une évaluation ou d'une réévaluation constante de la prestation de services et des limites qui lui sont imposées par les contraintes existantes, notamment budgétaires. En conclusion, le Professeur Nnadozie a insisté sur la nécessité de s'inspirer des expériences du secteur privé (en particulier, leurs démarches axées sur les consommateurs) et d'établir des stratégies de suivi et d'évaluation (comme la capacité de collecter et de classer des données statistiques). L'urgence est de renforcer les capacités du système (en particulier, au niveau local) et de s'atteler aux réformes institutionnelles pour pallier l'absence de coordination.

Défis actuellement posés à la prestation de services : domaines et dimension

Le but de cette séance était de comprendre les défis liés à la prestation de services dans la région et de s'intéresser aux domaines dans lesquels ils sont particulièrement importants pour la réflexion et les interventions futures. Le facilitateur de cette séance était l'Honorable Thoko Didiza, membre du Parlement et administrateur du Thabo Mbeki Leadership Institute (TMLI). Les exposés étaient présentés par le Dr Matlotleng Patrick Matlou de Africa Institute of South Africa et le professeur Alinah Segoby de Human Sciences Research Council (HSRC). En ouverture de séance, le Président a insisté sur l'importance qu'il y avait à se concentrer sur la relation entre les citoyens et les gouvernements dans la région.

Dr Matlotleng Matlou

Le Dr Matlou a commencé par signaler que pour réfléchir aux problèmes de la région, il était nécessaire de remettre en perspective son développement interne et de s'inspirer des expériences des autres régions dans le monde. Il est important de reconnaître que le continent a parcouru un long chemin et que l'espoir d'un avenir meilleur est considérable. Pour autant, la région traverse une période difficile dans un contexte marqué par l'exploitation et la spoliation. Au cours de ses réflexions, le Dr Matlou a expliqué que le leadership était l'un des principaux obstacles au développement. Il a notamment mentionné l'incapacité de l'État à collecter des recettes dans le contexte de la mondialisation. À ce propos, il a indiqué que cela était souvent dû à la corruption endémique, à l'histoire politique et économique de l'Afrique, et à la place que le continent occupait dans le système international.

Dans son développement, le Dr Matlou a rappelé qu'un volume considérable de trafic illégal des ressources privait le continent de ressources financières stratégiques nécessaires à son développement socioéconomique. Il a insisté sur les difficultés liées à l'intégration de l'Afrique dans le système capitaliste international. Le Dr Matlou en a conclu que la principale stratégie à mettre en œuvre pour relever ce défi devait cibler la formation des acteurs de développement. Il a affirmé en particulier qu'un changement d'état d'esprit au niveau du leadership était essentiel dans la région.

Professeur Alinah Segoby

Le professeur Segoby a commencé son exposé en déclarant que les défis que pose la prestation de services demandaient des efforts permanents d'adaptation. En particulier,

elle a souligné combien il était important de comprendre la manière dont les institutions doivent s'adapter au contexte actuel pour que la prestation de service soit effective. Tout comme le Dr Matlou, elle a fait observer qu'actuellement, l'un des problèmes majeurs de la délivrance de prestation de services est la corruption. Cela a pour effet de perturber le système et de pousser les citoyens à courir d'une administration à l'autre en multipliant les démarches inutiles.

Selon son analyse, les services pouvant et devant être dispensés par l'État pâtissent d'une absence de conceptualisation et du manque de coordination politique aux niveaux régional et national. Pour faire avancer les choses, elle a préconisé que l'idée de citoyenneté régionale serve de fondement à une meilleure utilisation des capacités des pays de la région. Après avoir indiqué certains des défis posés aux services en termes de vulnérabilité (santé, éducation et logement), le professeur Segoybe a conclu que l'intégration régionale pouvait aider à formaliser des approches communes de prestations (stratégies, politiques, perspectives).

Discussions

- Le poids psychologique du passé ne devrait pas être sous-estimé. Il a des répercussions sur les populations du continent et sur leur volonté de façonner l'avenir. Il est fondamental que le leadership prenne des initiatives de développement pour assurer un changement garantissant un avenir meilleur.
- Le rôle des leaders traditionnels exige une réflexion plus poussée. Ces personnes ont une forte influence locale qui se traduit souvent par des consignes de vote lors des élections. Les populations sont rarement conscientes des problèmes qui les maintiennent dans la misère et il est donc nécessaire de s'impliquer davantage et de façon constante auprès des communautés.
- On observe que les intellectuels sont déconnectés, ou ne s'intéressent pas du tout aux projets de transformation du continent, ils ne sont pas suffisamment mobilisés pour participer au dialogue politique et contribuer à un changement réel de la société par leur réflexion.
- Il faudrait davantage s'intéresser aux régimes fiscaux pour prélever des taxes sur les ressources du secteur privé. Les ressources quittent souvent le continent légalement mais ne sont pas suffisamment taxées pour dégager les fonds nécessaires au développement.

Impact politique et conséquences des défis liés à la prestation de services

Le modérateur de cette séance était M. Ellos Lodzeni. À partir du dialogue initial sur les défis posés dans la région, les intervenants ont abordé de façon plus détaillée leur impact probable sur la vie politique en Afrique Australe. En ouvrant le dialogue, le Président a fait observer que les réalités de la prestation de services sont intimement liées au rôle que jouent les partis politiques dans les régions. Des orientations ont été données par le Dr Mataywa Busieka du Département de la Fonction publique et de l'Administration d'Afrique du Sud et par M. Yacoob Abba Omar du Mapungubwe Institute for Strategic Reflection (MISTRA).

Dr Mataywa Busieka

Le Dr Busieka a commencé sa présentation en faisant référence aux objectifs de consolidation de l'État contenus dans la stratégie de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Il est notamment revenu sur l'objectif de créer des institutions responsables et transparentes pour la prestation de services. Selon lui, c'est uniquement à travers des processus d'évaluation et de suivi que l'on pourra générer des progrès en termes d'ouverture, de transparence et d'accessibilité aux citoyens. Il a suggéré que les institutions prestataires de services se rapprochent des communautés en instaurant et en cultivant des relations directes entre les citoyens et les décideurs. Le Dr Busieka a particulièrement insisté sur le fait que les citoyens ne disposent pas de choix en matière de processus de prestation de services, d'où l'importance d'établir des canaux pour faire remonter les problèmes qui se posent au niveau des services publics.

Pour remédier aux héritages du colonialisme et de l'apartheid, le Dr Busieka a signalé qu'il était essentiel de simplifier les procédures et les pratiques de la prestation de services afin de renforcer l'efficacité et l'efficience des organismes gouvernementaux. Il a déclaré, en particulier, que les responsabilités liées à la prestation de services devaient être plus clairement définies et que des stratégies de décentralisation devaient être adoptées et mises en œuvre – au premier chef, la répartition des ressources humaines. En se référant à son expérience avec les « travailleurs du développement communautaire » en Afrique du Sud, il a souligné qu'il fallait dépasser les idées reçues en matière de planification. Il a fait observer que, malgré l'importance de la question de la capacité des États et des services publics, celle-ci ne figurait pas dans le Plan régional de la SADC.

M. Abba Omar

Partant des récents événements en Afrique du Nord et des publications sur les mouvements sociaux, M. Abba Omar a souligné que l'absence d'inclusivité et les profondes difficultés matérielles poussent les peuples à se révolter contre l'État. Pour exprimer leurs besoins et leurs doléances, les peuples s'attaquent aux symboles du pouvoir qui représentent à leurs yeux les injustices dont ils sont victimes. Il a rappelé que partout dans le monde, l'espoir de changement peut provoquer des réformes et parfois même des révolutions. L'espoir que fait naître la croissance économique est souvent à l'origine des mouvements sociaux qui traversent la société, comme c'est le cas dans beaucoup de pays africains aujourd'hui.

M. Omar a affirmé qu'il était nécessaire de canaliser et de contrôler le pouvoir exercé par les citoyens, afin d'encourager les institutions gouvernementales à prendre des mesures positives et rétablir le lien entre l'État et la société civile. Il a souligné que lorsque l'exclusion croissante s'accompagnait d'une mobilisation via les nouvelles technologies, cela entraînait des changements fondamentaux pour l'État et la société. En conclusion, il a déclaré qu'il ne fallait pas se laisser abattre par les échecs hérités du passé, mais se lever et se concentrer sur les perspectives d'un avenir meilleur. Le défi à relever en Afrique du Sud est que l'État ne dispose pas vraiment de ressources et de moyens pour répondre à toutes les attentes, d'où la nécessité d'adopter des approches plus collaboratives entre tous les secteurs de la société. C'est la condition pour surmonter les défis qui se posent actuellement.

Discussions

- Beaucoup des défis auxquels le continent est confronté sont liés à la question essentielle du trafic des ressources. Pour que les ressources soient utilisées à des fins plus productives, il faut traiter le problème à plusieurs niveaux. Il est toutefois important de prendre conscience de la réalité des ressources existantes. Il est nécessaire de faire preuve de réalisme et donc d'accepter que les ressources soient limitées. Une approche de partenariat ou de contrat social peut aider à gérer cette réalité. Nous devons nous garder des plans qui n'aboutissent pas à un changement de fond significatif ; sans toutefois renoncer à tous les efforts de planification car certains servent à mobiliser et établir les contrats de prestation requis.
- Nous devons nous garder de généralisations hâtives, car notre continent comprend de grandes diversités. Ce qui est bon et pertinent pour certains, peut ne pas l'être pour d'autres. Quant à l'impact de l'histoire sur le présent, le défi consiste à partir des réalités héritées du passé pour construire un avenir meilleur pour tous. Par ailleurs, nous ne devons pas exagérer le rôle de la corruption en Afrique car elle existe un peu partout dans le monde.
- Il est important de définir les rôles du secteur privé et de la société civile dans le processus de prestation de services. Il faut donc commencer par conceptualiser la nature de l'État et définir ce qui constitue les fonctions et les responsabilités de cet État particulier. Il est important de reconnaître que, selon les enquêtes, pour de nombreuses personnes, l'emploi reste la question primordiale qui se pose aux

gouvernements dans la région. Il y a souvent une incohérence entre les mesures gouvernementales et les attentes réelles des citoyens.

- Les souvenirs et le passé continuent de façonner les réalités actuelles. Nous ne devons pas perdre de vue l'impact du colonialisme et du passé car ils façonnent les réalités d'aujourd'hui, notamment en Afrique du Sud. La mémoire du passé est importante pour garantir les changements vers un avenir meilleur.
- Il est nécessaire de repenser l'État et la manière dont il dispense ses services. Il faut noter, en particulier, que pour une approche de politique sociale, la fragmentation de l'État n'est pas fonctionnelle. Une nouvelle négociation sociale pourrait jouer un rôle très important dans le rétablissement des capacités de l'État. Cela permettrait d'établir la cohésion sociale nécessaire pour garantir la capacité de l'État à dispenser les services attendus. Elle pourrait aider à surmonter les problèmes liés aux instruments et aux institutions qui contribuent à affaiblir le rôle de l'État.

Impact socioéconomique et conséquences des défis posés à la prestation de services

Cette séance, présidée par le Dr Francois Ekoko du programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), visait à aborder les défis de la prestation de services sous l'angle de leur impact social et économique. Les orientations étaient données par le Dr Onalenna Selolwane de l'Université du Botswana et M. Brian Kagoro, expert.

Dans son introduction, le Dr Ekoko est parti de ses propres recherches sur le renforcement de la prestation de services, pour montrer qu'il était important de discerner deux techniques de motivation, l'une basée sur l'incitation et l'autre sur les valeurs. Il a noté que des mesures incitatives complexes conditionnaient les votes lors des élections. Incitations qui pouvaient prendre la forme d'avantages matériels pour ceux qui s'engageaient dans le processus politique et dans un exercice de prestation de services.

Le principal moteur de la délivrance de prestation de services fondée sur les valeurs est la nécessité de se différencier et de s'engager professionnellement. Cela signifie que les individus sont guidés par un désir de coopération et donc qu'ils sont motivés par leur sens des responsabilités à l'égard de la communauté. Dans cette perspective, les individus ne sont pas autant influencés par des mesures incitatives matérielles. Ce type de motivation prévaut souvent dans des sociétés traditionnelles. Partant de ce principe, le Dr Ekoko est arrivé à la conclusion qu'à l'avenir, il était nécessaire de voir en quoi un modèle fondé sur des valeurs pouvait aider à surmonter les défis de la délivrance des prestations de services.

Dr Onalenna Selolwane

Dr Selolwane a commencé par faire remarquer que les pays sont confrontés aujourd'hui au fait que leur population a changé. De nombreux jeunes adultes n'ont pas de souvenirs du passé colonial et sont donc différents de la génération ayant bénéficié des fruits de la libération. Cette nouvelle génération pose un défi fondamental à l'État et, comme le laissent supposer les récentes expériences, elle est plus disposée à s'engager plus activement dans le changement. Autant de demandes, auxquelles les gouvernements s'efforcent de répondre.

Au vu des défis à relever, le Dr Selolwane a expliqué qu'il était très important de se focaliser sur la disponibilité des ressources publiques et, en particulier, sur leurs sorties illicites du pays. Si ces trafics ne sont pas pris en compte, il ne sera pas possible de relever les défis liés à la prestation de services. Il est crucial de commencer par s'atteler au problème des ressources locales pour surmonter les défis actuels liés aux ressources.

Elle a également expliqué que la corruption découlait souvent des réalités de la pauvreté. En conclusion, le Dr Selolwane a insisté une nouvelle fois sur la nécessité de résoudre les questions liées à la fuite des ressources.

M. Brian Kagoro

M. Kagoro a commencé son intervention en déclarant qu'il était impératif de continuer à s'atteler au problème de la fuite des capitaux et des ressources du continent. Il a fait observer que le monde de la finance et le secteur privé disposaient de moyens sophistiqués pour faire sortir les ressources du continent. Pour cette raison, il serait naïf de demander au secteur privé de conduire la croissance économique. Au chapitre des sorties de capitaux douteuses, le secteur privé n'est pas innocent et il est souvent soutenu par la bureaucratie et les élites africaines.

Pour surmonter le défi posé par la fuite des capitaux et le pillage de l'Afrique, M. Kagoro a noté que le plus grand défi à relever était de parvenir à ce que les États aient la capacité de faire face à la sophistication des moyens utilisés par le secteur privé. Il a fait observer combien les capacités financières de l'État et de la société civile étaient limitées. Les limites de la disponibilité des ressources et l'absence de mesures incitatives pour les fonctionnaires expliquent en partie la faiblesse des États. L'État attire souvent les individus faibles alors que les budgets consacrés à la formation ont été réduits.

M. Kagoro a fait observer que le continent devait faire face à un très grave problème de moyens au moment où la formation des fonctionnaires en matière de leadership était essentielle. Cette situation est liée à l'échec du développement des ressources humaines et de la fourniture des outils nécessaires à la prestation de services. En conclusion, il a expliqué qu'une solution pouvait passer par le renforcement des capacités de l'État, associé à des politiques sociales et économiques. Il a prôné un investissement plus conséquent dans le secteur public et insisté sur l'importance de veiller à ce que l'État ait la capacité de diriger, tel que prévu dans la Charte africaine sur les valeurs et principes de la fonction publique et de l'administration.

Discussions

- De nombreux Africains qualifiés quittent le continent. Pour reconstruire l'État et renforcer le développement, il est important de réfléchir au rôle de la diaspora et aux actions qui peuvent être entreprises pour élargir la base de compétences des Africains. Dans de nombreux cas, les pays africains font venir de l'étranger des personnes qualifiées, alors qu'ils ont déjà investi dans la formation. De meilleures stratégies sont nécessaires pour attirer les compétences et faire revenir les Africains qui ont quitté le continent. Il est également important que les individus croient à des perspectives de progrès et aient à cœur l'intérêt national.
- Dans de nombreux cas, les pays sont dirigés par des diktats politiques extérieurs développés à l'échelle mondiale. Par voie de conséquence, la fluctuation constante des programmes empêche les pays de concentrer leurs capacités sur leurs propres agendas historiquement établis. L'un des moyens d'éviter ces changements constants est de s'engager sur le plan politique et de former des individus en passe d'avoir des responsabilités politiques ou législatives. Il est à noter que la fonction publique n'est pas prioritaire dans le Plan régional de la SADC.

Options d'actions au niveau régional au sein de la SADC

Cette séance a exploré les options d'actions au niveau régional et, en particulier, le rôle qui peut être joué par la SADC. Elle était présidée par M. Ozias Tungawara de l'Open Society Institute. Il a ouvert la séance en déclarant que le défi prioritaire consistait à identifier les différentes politiques à mettre en œuvre pour contribuer à surmonter les défis liés à la prestation de services. Les orientations ont été données par Mme Lucy Muyoyeta de la Zambie et le Professeur Kealeboga Maphunye de University of South Africa.

Mme Lucy Muyoyeta

Mme Muyoyeta a commencé par indiquer qu'il y avait un certain nombre de domaines qui devaient bénéficier de l'action de la SADC, tels que les investissements dans les ressources humaines, le financement et l'attribution de ressources dans le développement, les sciences, la recherche et les infrastructures. Elle a expliqué que la SADC avait le potentiel, à travers ses instruments d'intégration régionale et démocratique, d'exercer des pressions pour influencer l'instauration d'un système performant de prestation de services.

Mme Muyoyeta a fait observer que la SADC disposait de codes et de normes légalement contraignants pour assurer une meilleure prestation de services et des services publics de meilleure qualité. Elle a également fait observer que la SADC avait des objectifs notables, mais qui devaient être mis en œuvre pour entraîner des changements conséquents. A cette fin, elle a déclaré qu'il était important d'analyser de manière plus approfondie les contraintes existantes.

Mme Muyoyeta a rappelé que, très souvent, les individus résistaient au changement comme, par exemple, la décentralisation, en raison d'impératifs politiques. À l'avenir, l'accent devrait être mis sur la recherche et l'analyse des contraintes spécifiques auxquels certains secteurs sont confrontés. Il est particulièrement important de travailler avec la SADC pour relever ces défis et s'atteler aux délits liés à la corruption. Elle a enfin souligné que la région avait besoin d'une interaction plus marquée entre les groupes de réflexion et les individus en charge de l'élaboration des stratégies et des actions.

Professeur Kealeboga Maphunye

Le Professeur Maphunye a débuté son propos en faisant observer qu'il était crucial d'aller au-delà des frontières dans la région. L'intégration régionale offre une base essentielle pour répondre aux défis existants de manière plus approfondie. Il a également

noté qu'il était nécessaire d'intégrer les réflexions sur d'autres institutions impliquées dans le renforcement de la démocratie, telles que les organes électoraux indépendants.

En détaillant certaines questions liées à l'amélioration de la prestation de services, le professeur Mapphunye a signalé que pour surmonter certaines contraintes matérielles, il devenait de plus en plus important d'adopter les nouvelles technologies. Le professeur Mapphunye a déclaré que pour aider la SADC et les autres parties prenantes à relever les défis de l'intégration régionale, il était important d'utiliser les instruments régionaux fondamentaux existants pour améliorer la prestation de services, notamment la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, et les valeurs et principes de la fonction publique et de l'administration.

Discussions

- Il est impératif d'examiner les obstacles à la prestation de services et d'approfondir la compréhension du rôle pouvant être joué par les organismes régionaux dans ce processus. De nombreux engagements substantiels existent mais les processus sont lents. Il faut tenir compte de la réalité qui veut que certaines élites profitent des arrangements existants.
- Il reste encore beaucoup à faire pour améliorer les pratiques en cours dans la fonction publique. La corruption dans la fonction publique est très complexe et souvent, on ne comprend pas les problèmes auxquels sont confrontés les fonctionnaires. Dans de nombreux cas, les fonctionnaires se trouvent dans des situations difficiles, en but aux pressions exercées par divers autres acteurs. Les fonctionnaires doivent être soutenus et formés pour résister aux pressions corruptrices. Les États membres peuvent être tenus pour responsables de ce problème à travers les instruments existants de la SADC et de l'UA.
- Dans la région, les individus font souvent l'objet d'une exploitation quand ils se déplacent pour des raisons économiques et de recherche d'emploi. Il est nécessaire de parvenir à un équilibre pour que les individus n'aient pas le sentiment d'être exclus ou désavantagés par le système d'intégration régionale. Nous devons explorer les moyens de les aider à parvenir à une intégration plus poussée. La SADC doit être axée davantage sur les personnes pour devenir plus crédible à leurs yeux.

Options d'engagement des citoyens

La séance a examiné la manière dont l'engagement citoyen pouvait devenir une force positive pour répondre aux défis de la prestation de services dans la région. La facilitatrice était Mme Matshhidiso Kgothatso Semela-Serote de IDEA international. L'orientation de l'exposé a été donnée par Maître Libakiso Matlho de Women and Law in Southern Africa, basée au Lesotho, et par M. Steven Gruzd de South African Institute for International Affairs (SAIIA).

Maître Libakiso Mathlo

Maître Mathlo a commencé par déclarer que l'engagement citoyen était fondamental pour la gouvernance démocratique. Elle a fait remarquer qu'il était particulièrement pertinent de réfléchir à l'interface entre les citoyens et ceux qui élaborent les politiques et dispensent des services. Et que les processus consultatifs interactifs devaient être fondés sur une perspective d'avenir commune. Sans cette perspective commune, les réactions de la société civile sont souvent incomprises et perçues comme un manque de patriotisme.

Maître Mathlo a également cité certains défis inscrits dans les interactions démocratiques. Les individus se sentent fréquemment menacés par le gouvernement en exercice et sont souvent contraints de devenir des observateurs passifs ou de s'impliquer dans des activités de corruption. Il est impératif que les dirigeants élus se rapprochent des citoyens. Maître Mathlo a déclaré que tant que les citoyens ne seront pas impliqués, ils ne pourront apprécier ce que met en œuvre le processus de développement. Enfin, elle a déclaré qu'il était impératif d'ouvrir des espaces permettant de faciliter l'engagement des citoyens. Dans un climat d'insécurité, les individus refusent souvent d'interagir et sont contraints à la passivité.

M. Steven Gruzd

M. Gruzd a commencé par indiquer que sa contribution se basait sur son expérience d'aide au Mécanisme Africain d'Évaluation par les Pairs (MAEP). Il a indiqué que tous les pays d'Afrique australe qui avaient été évalués avaient fait de la prestation de services une question centrale. D'un point de vue général, les citoyens sont souvent frustrés de ne pouvoir agir sur les questions liées à la prestation de services. Dans le processus du MAEP, les citoyens se servent des plateformes existantes pour exprimer les problèmes auxquels ils sont confrontés.

A partir de l'expérience du MAEP, M. Gruzd a noté que les individus souhaitent effectivement avoir la possibilité de prendre part aux questions liées à la prestation de

services. Dans le cas de l'Afrique du Sud, les populations participent aux processus locaux de planification du développement. M. Grudz a toutefois fait observer que quand la prestation de services est défaillante ou absente, les populations créent souvent leurs propres espaces d'interaction. En conclusion, M. Grudz a indiqué qu'il restait encore beaucoup à faire pour comprendre les mouvements sociaux de contestation, à travers lesquels les citoyens manifestent leur rejet du système de représentation et de responsabilité.

Discussions

- Il est nécessaire de penser aux rapports qu'entretiennent les citoyens avec leur gouvernement. Les citoyens semblent souvent se désengager de l'État et de leur propre gouvernement. Il est essentiel de réfléchir aux moyens à mettre en œuvre pour que les citoyens se perçoivent comme une partie intégrante du système étatique. Parfois, les citoyens agissent contre leur propre intérêt et sont manipulés pour servir les intérêts de l'élite à travers des mouvements de contestation. Il est impératif de problématiser la nature et la forme des contestations liées à la prestation de services. La violence est parfois guidée par des intérêts et des ambitions particuliers (sans oublier les motivations très matérialistes).
- Il est nécessaire d'aller au-delà des stéréotypes qu'ont les populations à propos de leur système de gouvernance. À cet égard, il est nécessaire de penser au-delà de la politique des partis et autres modes d'interaction. Il pourrait être intéressant d'examiner le rôle des dirigeants et des diverses structures traditionnelles, du fait que les citoyens sont de plus en plus déçus par la politique des partis. Il faut prendre en compte l'opinion des jeunes et des femmes pour répondre à leurs besoins. Les organisations non gouvernementales (ONG) peuvent être très utiles à l'amélioration de la prestation de services et à la participation des citoyens au processus de prestation de services.
- Le Parlement panafricain (PAP) a été créé pour jouer un rôle dans la participation active des citoyens sur le continent. Mais le rôle du PAP n'a pas été pleinement clarifié et l'organisation n'a pas été dotée d'un budget approprié. Tout comme les parlements nationaux, le PAP peut représenter une opportunité essentielle pour les citoyens, mais encore faudrait-il que les parlementaires s'élèvent au-dessus des intérêts de leur propre parti. Les parlements peuvent organiser des audiences publiques pour aider à renforcer la démocratie.
- Il faut veiller à ce que ne se développe pas une culture anti-intellectuelle. Les intellectuels (entre autres) sont perçus négativement. Cela a réduit leur action dans les pays et empêché qu'ils pèsent dans le débat sur les voies à suivre pour un développement optimal.
- L'importance donnée à l'inégalité a détourné l'attention de la pauvreté. Cela pourrait être un défi dans la mesure où l'on perd de vue la gravité de la pauvreté qui pousse un grand nombre à lutter pour la survie. La pauvreté qui aggrave les défis auxquels sont confrontés les plus démunis est peu mentionnée dans les discussions politiques.

Engagements de la société civile et des syndicats

Le modérateur de cette séance était le professeur Onalenna Selolwane de l'université du Botswana. Elle portait sur le rôle de l'engagement de la société civile et des syndicats dans la prestation de services. Les orientations de la discussion ont été données par M. Ebrahim Fakir de l'Institut électoral pour une démocratie durable en Afrique (EISA).

M. Ebrahim Fakir

M. Fakir a commencé par soulever la problématique de l'engagement de la société civile et des syndicats dans la prestation de services. Il a déclaré que cette mission n'était pas la leur, mais celle du gouvernement. M. Fakir a poursuivi en expliquant que quand la société civile s'engage dans la prestation de services et joue le rôle d'un État parallèle, cela doit se faire dans des circonstances exceptionnelles. La prestation de services relève de la responsabilité de l'État. On retrouve souvent ce type d'État parallèle dans la sécurité, la santé, l'éducation et la sécurité sociale.

M. Fakir a fait observer que quand un État parallèle se met en place, c'est en général de très mauvais augure car cela signifie souvent l'érosion de l'État. Quand l'État est exsangue, les classes moyennes peuvent « négocier » pour essayer de sauver l'essentiel, mais cela se fait souvent au détriment des populations démunies et marginalisées. L'affairisme des élites a souvent de grandes conséquences économiques et sociales, dont une aggravation de la recherche de patrimoine et ses répercussions économiques. Une caractéristique essentielle de ce type de marchandage est la négociation d'accords qui permettent d'exercer un pouvoir en dehors des structures formelles de représentation.

M. Fakir a également avancé que ce type de négociations de la part des élites émergeait souvent quand l'État avait sombré sous le coup des stratégies néolibérales appliquées à la fonction publique. Quand l'État est naufragé, le dialogue social et les négociations aboutissent souvent à un système qui profite au secteur privé et aux élites, au détriment des communautés démunies. Cela a également pour effet de freiner la concurrence et de perturber la croissance économique. Les processus d'accords sociaux ne sont pas nécessairement bons pour la société.

M. Fakir a fait observer que, dans un système qui fonctionne correctement, les contrats peuvent être favorables à la prestation de services puisqu'ils peuvent donner lieu à une meilleure surveillance et une plus grande obligation de rendre compte. D'un point de vue général, le plus important, c'est l'obligation de rendre des comptes. M. Fakir a mis en garde contre l'idée d'exploiter la société civile et les syndicats. Il est possible que la société civile et les syndicats s'engagent dans le militantisme à la manière de ce qui s'est passé lors du Printemps arabe. Mais, même dans ce cas de figure, il y a souvent des

retournements de situation et ces mouvements ne sont pas nécessairement progressistes. Quand la société civile s'engage dans la défense de causes spécifiques, son impact peut être très positif. Cependant, cela demande beaucoup d'engagement avec un objectif bien défini pour que l'ensemble de la société en profite.

En conclusion, M. Fakir a souligné l'impact de la société civile et des syndicats sur le fonctionnement des institutions démocratiques. Un impact, selon lui, qui n'a pas réellement été positif puisque de nombreuses institutions ne fonctionnent pas encore de manière optimale. Le clientélisme et le manque d'éthique ont également imprégné les institutions publiques et la société civile. En premier lieu, il est nécessaire de réfléchir à ce que valent les revendications ciblées dans le contexte général des mouvements sociaux, et d'analyser comment l'État est organisé et ce qu'il propose en matière de développement.

Discussions

- Nous devons examiner comment fonctionne la société civile et voir en quoi le leadership individuel est capital pour le succès d'un plaidoyer ciblé, comme le montrent les expériences dans le secteur de la santé en Afrique du Sud. Dans les faits, le succès est souvent dû à un partenariat entre les organisations de la société civile. Une approche militante, néanmoins, qui n'a pas nécessairement été couronnée de succès dans la lutte contre la corruption.
- Une réflexion a porté sur la valeur et le rôle des travailleurs dans le processus de prestation de services, en particulier depuis qu'ils sont représentés par des syndicats. Dans certains pays, les syndicats n'ont que très peu d'espace pour s'engager et peu de latitude pour influencer sur la trajectoire du développement. Les organisations de la classe ouvrière ont changé et souvent, n'exercent plus un pouvoir profitable à la société tout entière.
- Nous devons penser à des systèmes institutionnels rationnels et à de meilleures pratiques étatiques afin de contrôler le processus de prestation de services. La prestation de services peut être complexe et nous devons prendre en compte le fait que, très souvent, des systèmes parallèles émergent quand l'État a des difficultés à assurer sa mission de service public. Il faut réfléchir à l'implication des communautés et du secteur privé dans le processus de prestation de services. Nous devons être prudents quant à la notion de coproduction puisque de telles initiatives surviennent souvent en cas d'échec de l'État. Un État parallèle profite souvent à la classe moyenne, mais pas aux personnes démunies ou marginalisées.
- Il est nécessaire d'analyser en profondeur ce qu'est la prestation de services et la manière dont elle fonctionne. Les citoyens font partie du processus et nous ne pouvons donc pas considérer que la prestation de service n'est que le simple fait de l'État. Nous devons, dans le détail, relever quels sont les services de base que l'État doit fournir. Nous devons aussi analyser plus en détail le déclin des valeurs morales qui règne dans le service public. La question de la corruption est souvent complexe et elle demande une analyse plus détaillée de la réalité des faits.

Rôle des partis politiques

Cette séance portait sur le rôle des partis politiques dans la prestation de services. Elle ciblait plus particulièrement la manière dont les partis politiques peuvent être les vecteurs d'une amélioration de l'obligation de rendre compte et de la surveillance du processus de prestation de services. Le facilitateur de la séance était M. Calixte Mbari, fonctionnaire politique principal au département des Affaires politiques de l'Union africaine (UA). Les exposés d'orientation ont été faits par le Dr Gorden Moyo, ancien ministre et parlementaire du Zimbabwe, et par Mme Daisy Bathusia ancienne parlementaire du Botswana.

Dr Gorden Moyo

Le Dr Moyo a commencé sa contribution en résumant la récente histoire politique du Zimbabwe. Il a également évoqué l'effondrement de la prestation de services et la crise économique à laquelle le pays est confronté. Plus récemment, de nombreuses sociétés ont fermé, ce qui a aggravé la crise que connaît le développement du pays. Il a également déclaré qu'il était important de prendre en compte l'histoire du Zimbabwe pour comprendre les propos que tiennent ses élites dirigeantes.

Le Dr Moyo a expliqué la manière dont le parti au pouvoir au Zimbabwe était progressivement devenu une partie intégrante du système étatique. Pour y parvenir, le parti a déployé ses cadres dans les institutions de l'État. Au Zimbabwe, l'État et le parti ne font qu'un. Le Dr Moyo a expliqué que l'État finançait ouvertement le parti, y compris les services qui y étaient dispensés. L'armée a joué un rôle capital dans ce processus de collusion, et les anciens responsables militaires continuent de contrôler les différentes entreprises publiques.

Il a ensuite détaillé la manière dont l'État zimbabwéen avait été pris en otage par les élites au pouvoir. Dans certains cas, des responsables militaires ont été placés dans des organismes au sein desquels ils n'avaient aucun rôle réel à jouer et se contentaient de percevoir un salaire. Le maintien du niveau de vie des responsables de l'armée est un élément clé de la stratégie du Zimbabwe. Les responsables militaires contrôlent de nombreuses sociétés et se sont appropriés le secteur minier.

À propos de la collusion entre le parti et l'État au Zimbabwe, le Dr Moyo a expliqué que les autres partis politiques se battaient pour avoir accès à des ressources dont ils ne disposaient pas. Il est difficile d'avoir recours à des ressources extérieures, sans courir le risque d'être accusé d'être contrôlé par l'étranger. En conclusion, le Dr Moyo a indiqué qu'il était nécessaire de repenser à la manière de soutenir et de guider les partis pouvant contribuer à un avenir meilleur.

Mme Daisy Bathusi

La contribution de Mme Bathusi portait sur son expérience de représentante politique au Botswana. Elle a résumé l'histoire du Botswana en rappelant qu'il était une démocratie multipartite depuis l'indépendance. Elle a toutefois fait remarquer que, dans sa courte histoire, il y avait eu un parti dominant. Une situation qui avait changé, puisque depuis l'année dernière, le parti dominant n'avait plus la majorité au Parlement. Elle a indiqué que, malgré son succès historique, la prestation de services accusait une baisse qualitative et quantitative depuis 2008.

Mme Bathusi a ensuite démontré qu'au Botswana, la prédominance du parti au pouvoir avait donné lieu à une collusion entre le parti et l'État. Cette collusion a eu souvent pour effet d'éroder l'autorité du Parlement et sa mission de contrôle de la prestation de services. La prestation de services est souvent perçue non pas comme un droit mais comme une faveur. La prestation de services s'est réduite au cours des dernières années et l'État fonctionne souvent d'une manière qui ne profite qu'aux élites dirigeantes.

Mme Bathusi a expliqué que l'État s'était affaibli au Botswana, comme en témoigne l'absence de planification prospective et les dysfonctionnements de la prestation de services. La corruption et les problèmes d'approvisionnement ont créé des difficultés majeures dans la fourniture d'infrastructures et la production d'électricité. Elle a conclu en déclarant qu'il était nécessaire de mieux financer les partis politiques afin de renforcer leur représentation. Cela devait s'accompagner d'une sensibilisation à l'éducation civique afin que les citoyens reconnaissent l'importance des partis politiques et du rôle qu'ils peuvent jouer pour responsabiliser un gouvernement. En conclusion, elle a déclaré qu'une plus grande coopération entre les partis servirait aussi à répondre aux défis liés à la prestation de services.

Discussions

- Avec le temps, les citoyens s'adaptent souvent à la faillite de la prestation de services. Il est important que de nombreuses voix s'emparent du thème de la responsabilité. Les médias sont importants, mais il est également crucial d'examiner comment exploiter les discussions sur Internet pour renforcer l'obligation de rendre compte. Il convient de rappeler que la génération actuelle n'a aucun sens de l'histoire et que les politiques ont été établies par les partis dominants au pouvoir. Les élections reflétant rarement les aspirations profondes de la société, les citoyens sont de plus en plus désabusés par la politique des partis et le système démocratique.
- Les élus s'efforcent d'équilibrer leurs responsabilités à l'égard des partis et leur obligation de rendre compte à leurs communautés. Les partis peuvent jouer un rôle positif dans l'accompagnement des changements de la société. A titre d'exemple, dans certains pays, les partis ont encouragé la participation des femmes à la vie politique en défendant le principe d'une meilleure représentation féminine. Les partis doivent resserrer les liens avec leurs membres. Un dialogue multipartite peut être utile pour la prestation de services. La question du financement et de la transparence des partis est importante car elle permet de renforcer l'obligation de rendre compte de la politique et des actions de sa mise en œuvre.

- Les partis d'opposition n'abordent pas souvent les questions de fond qui ont trait à la prestation de services. En dehors des élections, les partis s'attardent rarement sur les détails de la prestation de services. Les membres des partis font peu de recherches et ne sont donc pas en mesure d'exercer une surveillance de qualité. Paradoxalement, parfois, même dans le cas d'une opposition forte, le niveau de surveillance reste faible. Le fait que les citoyens réclament des espaces alternatifs de dialogue avec le gouvernement remet en question la valeur des Parlements dans de nombreux pays.

Agenda de recherches stratégiques

Cette séance portait sur les recherches futures pouvant contribuer à la détermination de programmes stratégiques dans la région et sur l'ensemble du continent. Elle était présidée par le Dr Maurice Enguéléguélé de IDEA international. Pour axer la discussion sur les activités futures, le Dr Enguéléguélé a évoqué les domaines d'intervention d'IDEA international et le caractère fondamental du partage des connaissances, du renforcement des capacités et du dialogue. Les orientations ont été données par le Dr Dieudonné Tshiyoyo du PNUD et par M. Mweenge Kana Chifewembe de la Foundation for Democratic Process in Zambia.

Dr Dieudonné Tshiyoyo

Le Dr Tshiyoyo s'est attaché à mettre en perspective les questions soulevées au cours du dialogue en soulignant les points qui étaient pertinents pour l'avenir. Il a expliqué que la prestation de services était souvent déterminée par l'économie politique en cours. Le Dr Tshiyoyo a donné les grandes lignes du modèle conceptuel qui pouvait encadrer la réflexion et les recherches à venir. Ce cadre est composé des trois éléments suivants : une structure, une organisation et des opérations.

Pour plus de détails, Dr. Tshiyoyo a indiqué que la prestation de services était influencée par les réalités et les éléments structurels auxquels sont confrontés les États-nations, tels que le contexte national, la géographie des pays et les réalités géopolitiques. En deuxième lieu, la prestation de services est également influencée par les organisations qui font partie du cycle de la prestation, comme les partis politiques, la société civile et le secteur privé. Au stade opérationnel, il faut prendre en compte le facteur humain, l'information et les aspects financiers.

M. Mweenge Kana Chifewembe

L'exposé de M. Chifewembe a porté sur l'expérience de la Zambie. Il a indiqué qu'en Zambie, la prestation de services n'était pas un droit inscrit dans la Constitution et qu'elle n'était donc en rien une obligation définie par la loi. Cela signifie que le gouvernement n'a donc pas à rendre compte des services devant être fournis. Le gouvernement n'a pas l'obligation légale de fournir ces services et les citoyens n'ont guère la possibilité de l'obliger à rendre des comptes. Il a également expliqué que le lien étroit entre le législatif et l'exécutif contribuait à affaiblir l'obligation de rendre des comptes.

M. Chifewembe a insisté sur le fait que l'obligation de rendre des comptes était illusoire dans le système zambien parce que la séparation des pouvoirs était limitée. La pratique

du clientélisme abaissait encore le seuil de responsabilisation. Selon M. Chifewembe, l'accès à l'information est fondamental pour la question de la responsabilité. Il est souvent difficile d'obtenir les informations permettant de garantir la reddition de comptes. M. Chifewembe a conclu en insistant sur la nécessité de réfléchir aux aspects plus profonds de la responsabilité, comme la participation citoyenne, la séparation des pouvoirs et la façon dont les représentants élus sont redevables envers les électeurs.

Discussions

- Il est nécessaire de se focaliser davantage sur le rôle de l'État autant au niveau national que régional. Ces institutions doivent fonctionner et avoir une obligation de rendre compte conformément aux règles qui les régissent. Pour cela, nous devons examiner la manière dont ces institutions sont financées et le contrôle pouvant être exercé par les bailleurs de fonds. Dans le cadre de recherches futures, nous devons également porter notre attention sur les accords internationaux et la manière dont ils impactent localement la prestation de services.
- Il est nécessaire de réfléchir aux actions futures qui peuvent être entreprises pour renforcer le débat et les engagements stratégiques en lien avec les questions ayant fait l'objet de discussions au cours du dialogue. Il est crucial, à cet effet, d'identifier les domaines qui appellent d'autres recherches ultérieures, notamment sur la question des flux financiers et sur la disponibilité des ressources dont disposent les organes qui définissent et influencent la prestation de services.
- Nous devons engager une discussion plus approfondie sur le rôle que joue la philanthropie dans beaucoup de pays. Dans de nombreux cas, ces ressources ne font que très peu l'objet d'investissements, ne sont pas utilisées de façon optimale ou servent à aggraver la corruption et la culture de rente. Le plus souvent, nous ignorons tout des flux financiers, qu'ils soient mondiaux ou qu'ils proviennent de pays spécifiques. Nous devons donc réfléchir aux services qui sont fournis et à la manière dont les acteurs privés s'engagent dans ce processus. La réglementation de la prestation de services fournie par les acteurs privés est une question de la plus haute importance.

Séance de récapitulation : Prochaines étapes

Cette séance s'est employée à récapituler certaines des questions importantes qui ont été soulevées au cours du dialogue. Le facilitateur était M. David Maimela de MISTRA. En introduction, M. Maimela a retenu, parmi les défis posés à la prestation de services, ceux qui renvoient au rôle de l'État dans le développement. Les orientations ont été données par le professeur Sarah Bracking de l'université du Kwazulu Natal et par M. Lawson Naidoo du Council for the Advancement of the South African Constitution (CASAC).

Professeur Sarah Bracking

Le professeur Bracking a inscrit la question de la prestation de services dans une problématique plus large, articulée autour des points suivants :

- la logique de la gouvernance
- la fusion de l'État et du parti au pouvoir
- la manière dont les relations de pouvoir déterminent localement la prestation de services.

Pour illustrer ces défis, le professeur Bracking a fait référence aux recherches menées au Kwazulu Natal. L'une des conclusions de la recherche est que la manière dont le pouvoir est exercé localement est le reflet de ce qu'est le développement à l'échelle mondiale. Comme pour la finance mondiale, les individus perçoivent l'accès au pouvoir comme un moyen d'accumulation personnelle.

Selon le professeur Bracking, en Afrique du Sud, il y a une déconnexion entre les résultats de la gouvernance et la façon dont celle-ci est gérée par les différents acteurs en exercice. Cette absence de rapport se manifeste par la corruption et la mauvaise qualité de la prestation de services. La gouvernance est traversée par des logiques concurrentes qui ont chacune pour effet de créer des incitations différentes pour les acteurs locaux. Les conséquences sont désastreuses pour les citoyens. Les approches locales semblent souvent créer un semblant de responsabilité, mais la réalité est toute autre et souvent dépendante de la manière dont le pouvoir est exercé et à quelle fin. Ces dysfonctionnements sont occultés par des instruments de gestion et des mesures qui dissimulent la réalité de la prestation de services.

Le lien entre les processus mondialisés et les interventions au niveau local ont généré, selon le Professeur Bracking, de nouvelles alliances qui renforcent encore la corruption en donnant l'impression que la prestation de services est délivrée comme elle le devrait. Elle a également expliqué que, dans un tel contexte, deux formes de pouvoir alternatif

émergent : la philanthropie et « le spectacle de l'assistance ». On se cristallise sur le processus et non pas sur les résultats. Il n'y a pas de prestation, mais les systèmes continuent de faire croire qu'il y a prestation et responsabilité. On fait des promesses qui ne pourront pas être tenues. En conclusion, le Professeur Bracking a déclaré que la financiarisation aggravait l'absence de prestation de service actuelle et l'échec de l'État.

M. Lawson Naidoo

M. Lawson a commencé par indiquer que l'analyse de la prestation de services souffrait du manque d'intérêt porté aux instruments législatifs, comme la Charte de la liberté par exemple. Il faut rappeler qu'en Afrique du Sud, l'accès aux services publics est un droit inscrit dans la Constitution. Selon M. Lawson, il existe un cadre juridique qui permet de traduire en justice les personnes qui ne remplissent pas leur mission de service public. En Afrique du Sud, de nombreux citoyens ont engagé des procédures judiciaires contre le gouvernement pour le forcer à appliquer les droits inscrits dans la Constitution.

M. Lawson a ensuite soulevé la question de la démocratie et du développement. Selon lui, il ne peut exister de démocratie durable si le gouvernement ne s'acquitte pas de son mandat. Le gouvernement ne pourra pas survivre au nombre croissant de contestations et de revendications contre le régime. Le régime prévoit l'obligation de rendre des comptes, mais il est évident que les mécanismes en place ne fonctionnent pas à cause du système politique et de la répartition des pouvoirs et des ressources dans la société.

M. Lawson a ensuite abordé la question du financement des partis politiques. Il a notamment affirmé que les circuits de financement des partis étaient souvent utilisés pour contrôler ce qui était fourni et par qui. Il est nécessaire de respecter les dispositions de l'UA relatives à la lutte contre la corruption dans le financement des partis. Il a expliqué que la captation de l'État causait souvent l'échec de la prestation de services. Sur un plan plus positif, M. Lawson a fait observer que lorsqu'il y avait une volonté politique, la prestation était possible, comme en témoigne la politique d'aide sociale en Afrique du Sud. Il est essentiel de réfléchir à la manière de restructurer le gouvernement et l'architecture de l'État pour améliorer la prestation de services. Nous devons également réfléchir aux sources de financement de la prestation de services et, par voie de conséquence, revoir les systèmes de budgétisation.

En conclusion, M. Lawson a abordé la question de l'intégration régionale et l'amélioration de la mobilité. Il a souligné la nécessité de réfléchir aux incidences que cela pourrait avoir sur les personnes et a prôné le développement conjoint des infrastructures comme vecteur d'intégration. Il a également conseillé de procéder à un examen plus attentif de la responsabilité des structures régionales et de l'autorité qu'elles exercent sur l'intégration. Pour finir, il a indiqué qu'il était nécessaire d'effectuer des recherches indépendantes plus approfondies sur les questions de politique publique et de prestation de services et sur le rôle et la valeur des structures de représentation comme le Parlement.

Discussions

- L'idée de « future fixing » est intéressante et l'État est parfois amené à y avoir recours pour gérer les conflits. Mais la notion de « future fixing » peut être problématique car elle semble rejeter l'idée de planification. La planification reste importante

car elle sert de base aux investissements futurs. La planification est également l'outil qui permet de mettre en place des partenariats fonctionnels en matière de développement. On s'en sert parfois pour temporiser la contestation au lieu de procéder à des changements sociaux réels.

- Dans une démocratie, il est important de penser aux moyens d'encourager les citoyens à s'organiser. On peut notamment les aider à améliorer leur habitat, l'État doit jouer un rôle en les aidant à trouver des solutions alternatives. Le « future fixing » aide les personnes à mesurer les contraintes auxquelles elles sont confrontées. Pour aller plus loin, il faut appréhender les jeux de pouvoir, au niveau local. Les problèmes de logement sont souvent liés à l'accès à d'autres ressources, comme la terre.
- L'Afrique a bénéficié d'idées et d'interventions en provenance du monde entier. Cela a créé une grande confusion et aggravé les incohérences. Il serait prudent d'encourager une réflexion autochtone et endogène sur les choix politiques à faire. Cependant, on ne peut pas se tourner vers l'avenir sans comprendre les modes de pensée actuels et la manière dont ceux-ci déterminent les rapports de force. Une partie du défi auquel est confrontée l'Afrique du Sud est la mondialisation de l'économie et la manière dont les choix macro-stratégiques sont faits au plan local.
- Nous devons comprendre que la manière dont est exercée l'obligation de rendre des comptes au sein de l'État s'inscrit dans une modernité qu'il est difficile d'ignorer. Un Parlement compétitif favorise le progrès social. Cette nécessité de concurrence va de pair avec la notion de consensus. Il n'est pas possible d'améliorer le fonctionnement du gouvernement en touchant à la structure globale de l'État et à la séparation des pouvoirs.
- Il est nécessaire de penser la prestation de services à travers des méthodologies plus autochtones. Nombre d'entre elles supposent une participation locale plus active. Nous devons nous ouvrir à ce type de démarches, car leur efficacité a été démontrée par plusieurs expériences menées sur le continent. Ces expériences sur la prestation de services – dont les schémas de vote ethnique – soulèvent certains défis pour le modèle libéral de gouvernance et obligent à penser à des approches alternatives. La difficile réalité des capacités de nombreux services publics doit nous inciter à une réflexion plus approfondie.
- La taille du gouvernement impose une analyse plus détaillée. Il ne faut pas croire qu'un système étatique plus grand serait bon pour la société et pour la prestation de services. La question de la responsabilité est capitale. Aucune augmentation des ressources du secteur public ne résoudra les problèmes sociaux, si celles-ci sont détournées.
- Les expériences menées dans d'autres pays peuvent aider à évaluer la valeur de la démocratie pour le développement. Les expériences en Asie suggèrent qu'un gouvernement fort, pendant la phase de décollage, peut être fonctionnel sur le plan du développement. Nous ne pouvons pas nous satisfaire de ce type de réponses et devons penser à ce qui est bon pour le développement de nos sociétés. Nous ne devons pas nous contenter d'avoir une idée simpliste de la modernité, au sens où il nous faudrait choisir entre une démocratie libérale (la modernité) et un autre système. Il est nécessaire de penser à la reconstruction et aux capacités de l'État postcolonial.

Séance de clôture

Lors de la séance de clôture, le professeur Adebayo Olukoshi a récapitulé certaines des questions de fond soulevées au cours du dialogue. Il a fait observer que l'expression « prestation de services » était relativement récente puisque dans les années 1980, on parlait de « prestation sociale » dans le cadre de l'ajustement structurel. Le professeur Olukoshi a fait observer que la question du rapport entre démocratie et développement restait à l'ordre du jour et nécessitait une réflexion et un engagement constants.

Il a indiqué que, même parmi les plus ardents défenseurs de la démocratie, les réflexions ont porté sur ce qu'un mode de gouvernance particulier pouvait apporter. Cette question est fondamentale pour la région. Il faut garder à l'esprit que la voie vers la démocratie n'est pas unique. L'instauration de la démocratie peut varier d'un pays à l'autre, en fonction de l'histoire et de la réalité en cours. IDEA souhaite promouvoir toutes ces questions en s'engageant, notamment, dans une réflexion approfondie avec les partis politiques du continent. Il est capital de renforcer les capacités des partis afin d'élaborer des approches plus programmatiques.

En conclusion, le Professeur Olukoshi a souligné que les débats avaient mis à jour certains domaines pouvant donner lieu à des recherches futures et, de ce fait, établi un agenda pour l'avenir. Il a également fait observer l'importance de la recherche pour comprendre les rapports de force, le rôle des différentes institutions de l'État et les relations avec les autres secteurs. Il est particulièrement important d'examiner les plans de développement mis en œuvre dans la région et la manière dont ils sont utilisés dans les nouvelles négociations sociales. Le professeur Olukoshi a suggéré que, dans l'avenir, les efforts se concentrent sur les dirigeants politiques afin de les réunir au cours de débats de fond sur les sujets émergents. En se référant au travail de son organisation, le professeur Olukoshi a pris l'engagement de mettre au centre des préoccupations le travail qu'entreprend IDEA en Afrique. Il a conclu en remerciant les participants pour leurs contributions et tous les partenaires pour leur collaboration et leurs efforts (notamment le Département des Affaires politiques de l'Union africaine).

Annexes

1. Note conceptuelle

Introduction

On observe une multiplication des préoccupations portant sur la nature de la démocratie en Afrique australe, avec une attention particulière sur la liste croissante des gouvernements élus et leur capacité à répondre aux attentes des citoyens en matière de prestation de services. D'une importance capitale pour le bien-être des populations, la prestation de service, à n'en pas douter, est également profitable à la gouvernance démocratique.

Si l'on considère les problèmes de logement, le besoin de services de santé et de transport public à des prix abordables, le besoin de services d'éducation de qualité, et les difficultés manifestes que pose la fourniture d'électricité et d'eau potable, les défis pour répondre aux besoins des citoyens se posent à tous les niveaux de l'administration et de la gouvernance.

Les mouvements de contestation dus aux mauvaises prestations de services sont courants dans la région, même si dans plusieurs pays, on assiste à une prolifération de débats sur les causes profondes et les conséquences potentielles de l'insuffisance qualitative et quantitative des services publics – parfois de base – indispensables. Par-delà les multiples points de vue exposés, chacun est conscient que les inégalités et la corruption croissantes n'ont pas beaucoup arrangé les choses. Un problème qui devra être pris en compte dans le cadre de l'effort global visant à renforcer la qualité de la démocratie en Afrique australe.

IDEA international, dont la plus grande partie des États membres africains se trouve en Afrique australe (Afrique du Sud, Botswana, Maurice et Namibie), et dont l'engagement auprès de différents acteurs de la démocratie à travers le monde est très ancien, a organisé un dialogue politique de deux jours pour appuyer la recherche de réponses efficaces à la crise de la prestation de services dans la région. Ce dialogue, qui a rassemblé de multiples intervenants, vise à nourrir une réflexion sur l'économie politique de la prestation de services en Afrique australe contemporaine, en tant que baromètre de l'état de la démocratie dans la région. Ce faisant, il contribuera à l'identification des principales questions de réforme devant être portées de façon urgente à l'attention des dirigeants politiques et qui peuvent faire partie du programme de travail d'institutions comme IDEA international pour appuyer les efforts visant à promouvoir une gouvernance démocratique dans la région. Il offrira également à l'Institut une occasion de partager avec les participants, les éléments clés de la nouvelle orientation du programme qu'il entend suivre dans son engagement auprès de ses États membres africains et des divers autres pays ayant expressément besoin de ses services.

Contexte

L'Afrique australe a été le théâtre de luttes pour la démocratie parmi les plus intenses de l'histoire du continent. Ces luttes sont sans doute à l'origine du processus de formation des mouvements politiques dans la région ; certains de ces mouvements politiques ont évolué en systèmes d'État élaborés, dont l'émergence, la consolidation, le déclin, la décomposition et la recombinaison représentent un chapitre important de l'histoire de l'Afrique. Plus récemment, les combats pour la démocratie en Afrique australe, comme ailleurs sur tout le continent africain, se sont articulés autour des luttes de résistance contre le colonialisme et la discrimination raciale. Ces luttes ont donné naissance à l'*African National Congress* (ANC) en 1912, un parti politique africain pionnier – et révolutionnaire. Ses campagnes pour la liberté et la dignité des colonisés inspirera d'autres mouvements de libération en Afrique australe et au-delà. De la même façon, la Charte de la Liberté qu'il adoptera en 1955 inspirera et mobilisera les combattants pour la liberté dans toute l'Afrique et au-delà ; ses principes demeurent la pierre angulaire des efforts contemporains de renforcement de la démocratie dans la région en général et en Afrique du Sud en particulier.

Bien que beaucoup de pays d'Afrique australe n'aient gagné leur indépendance et leur liberté qu'à l'issue de nombreuses années de lutte de libération armée, la région est globalement reconnue comme étant l'une des régions les plus stables du continent africain ayant œuvré à l'instauration et au renforcement de la gouvernance démocratique. Les régimes militaires, tels que ceux que l'on peut observer dans d'autres régions de l'Afrique, ont été l'exception plutôt que la règle. La forte tradition de mobilisation politique et d'organisation de partis est allée de pair avec un grand respect des droits et du pluralisme médiatique. En outre, c'est dans la région que se trouvent certaines des expressions institutionnelles de gouvernance démocratique les plus avancées en Afrique, et la compétition électorale pluripartite est généralement respectée dans la plupart des pays. L'alternance du pouvoir au sein et entre les partis politiques est également courante et la gestion des systèmes électoraux et des partis politiques – que ce soit par le biais de la proportionnalité ou des listes de partis – caractérise certaines des expériences les plus intéressantes en Afrique.

Il est vrai que le renforcement de la démocratie en Afrique australe ne s'est pas fait sans mécontentements, anicroches et revers. Le legs de décennies de régime colonial et de racisme institutionnalisé continue de peser lourdement sur la vie politique, l'économie et la société contemporaines dans la région. En butte à une imbrication de défis internes et externes multiples, certains des pays de la région traversent des périodes de régression et de rétrécissement de l'espace politique - assassinats politiques, interventions militaires directes, mauvaises pratiques électorales flagrantes, subversion et affaiblissement du Parlement et du système judiciaire face à un présidentielisme nouveau ou résurgent, militarisation croissante et ouvertement partisane de la vie politique, pressions directes sur les groupes de la société civile, mesures visant à étouffer les partis d'opposition et les médias. De plus, la politique identitaire menée par des politiciens en quête d'avantages, et les attaques xénophobes récurrentes ont nourri certains des incidents violents survenus récemment dans la région. D'un point de vue général, les défis auxquels l'Afrique australe doit faire face sont le développement des inégalités, la pauvreté persistante, les niveaux élevés de chômage et le nombre croissant de cas de corruption et d'abus de pouvoir.

Réponse au défi posé par la prestation de services

Toutes les démocraties à travers le monde sont confrontées, de temps à autre, à des périodes de récession et de malaise social, mais le test de la robustesse de leurs systèmes et de leurs processus est leur capacité à apporter des réponses leur permettant non seulement de faire face aux problèmes qu'ils traversent, conformément aux normes et pratiques démocratiques, mais également de renouveler et de renforcer leur régime démocratique. Face aux contraintes structurelles et/ou conjoncturelles que rencontrent les pays d'Afrique australe dans la gestion de leurs économies politiques, la question de la prestation de services occupe une place centrale, en raison de son impact immédiat sur la vie et le bien-être des populations. Bien que les difficultés liées à la prestation de services dans la région soient symptomatiques de contradictions plus large et de problèmes sous-jacents plus importants dans la plupart des pays, - tels que l'absence ou les échecs des systèmes nationaux de planification, le déclin de la qualité et de la quantité des services dans des domaines comme le logement, l'éducation, la fourniture d'électricité, les transports publics, les services de santé et d'approvisionnement en eau - leur importance et leur impact politiques ne peuvent et ne doivent pas être sous-estimés, dans la mesure où ils pèsent directement sur l'opinion que se font les citoyens de la performance gouvernementale et déterminent leur confiance dans le système de gouvernance politique. En bref, que ce soit sur le court ou le long terme, ils ont un effet direct sur la perception de la légitimité des gouvernements et sur leur efficacité à produire des systèmes démocratiques et des résultats durables.

Lors d'une phase antérieure de la récente transition vers le renforcement de la démocratie en Afrique, différents acteurs ont accordé une attention considérable à la mise en œuvre des mécanismes de base de systèmes démocratiques efficaces. Environ 25 ans après le début des transitions démocratiques contemporaines, les citoyens regardent de plus en plus au-delà des élections pour évaluer le système démocratique. Cela n'est nulle part plus évident qu'en Afrique australe qui dispose des systèmes électoraux multipartites parmi les plus robustes en Afrique - même s'ils sont encore très imparfaits. Au-delà des élections, des services publics efficaces, adaptés et de qualité, sont les questions fondamentales qui arrivent en tête des attentes des citoyens en matière de démocratie - et la performance des gouvernements démocratiquement élus est souvent jugée à l'aune des bilans qu'ils en tirent. Le mécontentement croissant des citoyens à l'égard de la prestation de services occupe désormais une place prépondérante dans pratiquement tous les pays de la région ; les réponses des gouvernements aux échecs enregistrés ne sont pas toujours aussi solides ou convaincantes qu'elles devraient l'être.

Dans le cadre des manifestations et des débats publics qui ont accompagné les problèmes liés à la prestation de services en Afrique australe, des questions ont été soulevées sur les causes exactes des difficultés rencontrées, sur la capacité de réponse des gouvernements, sur la manière dont les citoyens évaluent la performance du système politique et administratif, et sur ce que pourraient être les conséquences à long terme des échecs enregistrés, en particulier quand les ressources adéquates ne sont pas mobilisées pour y remédier et restaurer la confiance des citoyens. Ces questions devraient être passées en revue lors du dialogue politique régional sur la démocratie et la prestation de services qu'organise IDEA international, et auquel participeront différents acteurs politiques originaires des différents pays de la région d'Afrique australe. Ces acteurs discuteront inévitablement de ce qu'il faut mettre en œuvre en Afrique australe pour donner une nouvelle envergure au processus de démocratisation, afin que les défis du développement

deviennent une partie intégrante du projet démocratique et que le bien-être des citoyens soit placé au centre de la politique de développement.

Objectifs du Dialogue

Le dialogue vise à offrir aux participants l'occasion de mener une réflexion commune sur les défis croissants de la prestation de services délivrée aux citoyens d'Afrique australe en vue de :

- résoudre la complexité du problème aux niveaux national et régional
- évaluer ses effets sur la vie politique et la gouvernance démocratiques en Afrique australe
- évaluer les réponses qui ont été proposées par les gouvernements
- explorer les voies et moyens de renforcer le lien entre la démocratie et le développement dans la région
- réfléchir aux voies et moyens et aux mécanismes par lesquels les pays d'Afrique australe pourraient promouvoir des démocraties de développement
- élaborer un programme des actions à mener par les différents acteurs de la démocratie, incluant les domaines qui demandent des connaissances approfondies de la dynamique en cours.

Participation

Le Dialogue rassemblera des participants issus des différents pays qui composent la région d'Afrique australe. Le forum sera composé de représentants des gouvernements (exécutif et législatif, administration nationale, provinciale et locale), des partis politiques, des organisations de la société civile et des organisations communautaires, des médias, des groupes d'entreprises et des associations professionnelles. L'équilibre entre les sexes et le mélange intergénérationnel permettra un échange d'expériences et de perspectives ouvert. La participation au dialogue est sur invitation.

Résultats attendus

L'objectif du Dialogue est de contribuer à une meilleure compréhension des causes, des effets et des conséquences des déficits de la prestation de services auxquels sont confrontés les pays de l'Afrique australe. Le partage de connaissances et l'échange d'idées sur la situation et le contexte spécifiques aux différents pays contribueront à une évaluation plus nuancée de la situation globale de la prestation de services dans la région et permettront aux participants de définir un plan pouvant servir de base à des actions futures.

Informations

Pour de plus amples informations sur le Dialogue, veuillez contacter M. Alistair Clark, Administrateur de programme, IDEA international, Bureau de la Région Afrique, Addis-Abeba, Éthiopie. E-mail : A.Clark@idea.int

2. Programme

Day 1

09:00–10:00	<p>Formal Opening Session</p> <p>Chair: Hon Thoko Didiza, MP and House Chair, Parliament of South Africa, Cape Town, South Africa</p> <p>Welcome Remarks Professor Adebayo Olukoshi, Regional Director for Africa and West Asia, International IDEA, Addis Ababa, Ethiopia</p> <p>Opening Statement Mr. Sipho Mlangha, Executive Director, Open Society Institute for Southern Africa, Johannesburg, South Africa</p> <p>Goodwill Messages H.E. Professor Emmanuel Nnadozie, Executive Secretary, Africa Capacity Building Foundation, Harare, Zimbabwe H.E. Dr. Khabele Matlosa, Director, Department of Political Affairs, Africa Union Commission, Addis Ababa, Ethiopia</p> <p>Keynote Address H.E. Mr. David Makhura, Premier, Gauteng Provincial Government, Johannesburg, South Africa</p>
10:00–10:30	Group Photo and Tea/Coffee Break
10:30–11:45	<p>Panel 1: The Contemporary Service Delivery Challenge in Southern Africa: Domains and Dimensions</p> <p>Chair: H.E. Ambassador Sheila Sisulu</p> <p>Speakers: Dr. Matlotleng Matlou, Professor Alinah Segobye</p>
11:45–13:00	<p>Panel 2: The Political Impact and Consequences of the Contemporary Service Delivery Challenges in Southern Africa</p> <p>Chair: Dr. Sydney Mufamadi</p> <p>Speakers: Professor Sheila Bunwaree Mr. Gordon Moyo</p>
13:00–14:00	Lunch Break
14:00–15:15	<p>Panel 3: The Social and Economic Impact and Consequences of the Contemporary Service Delivery Challenges in Southern Africa</p> <p>Chair: Dr. Francois Ekoko</p> <p>Speakers: Dr. Onalenna Selolwane, Mr. Brian Kagoro</p>
15:15–15:30	Tea/Coffee Break

15:30–16:45	<p>Panel 4: Meeting the Service Delivery Challenges in Southern Africa: Options for Regional-Level Action within SADC</p> <p>Chair: Ozias Tungawara</p> <p>Speakers: Ms. Lucy Muyoyeta, Prof. Kealeboga Mapphunye</p>
16:45–18:00	<p>Panel 5: Meeting the Service Delivery Challenges in Southern Africa: Options for Citizen Engagement</p> <p>Chair: Matshidiso k. Semela-Serote</p> <p>Speakers: Adv. Libakiso Matlho, Professor Sarah Bracking, Mr. Mweenge Kana Chimfwembe</p>
19:00–21:30	Conference Dinner

Day 2

09:00–11:15	<p>Panel 5: Meeting the Service Delivery Challenges in Southern Africa: Harnessing Civil Society and Trade Union Engagement</p> <p>Chair: Professor Onalenna Selolwane</p> <p>Speakers: Mr. Ebrahim Fakir Mr. David Kode Mr. Lawson Naidoo</p>
11:15–11:30	Tea/Coffee Break
11:30–12:45	<p>Panel 6: Meeting the Service Delivery Challenges in Southern Africa: What Role for the Political Parties</p> <p>Chair: Khabele Matlosa</p> <p>Speakers: Gordon Moyo Daisy Bathusi</p>
12:45–14:00	Lunch Break
14:00–17:15	<p>Panel 7: Meeting the Service Delivery Challenge in Southern Africa: An Agenda for Policy Research</p> <p>Chair: Maurice Engueleguele</p> <p>Speakers: Mr. Steven Grudz Mr. Dieudonne Tshiyoyo</p>
15:50–15:30	Tea/Coffee Break
15:30–16:45	Panel 8: Ministerial Session
16:45–17:30	Closing Session

3. Participants

Name	Title
Mr. Mouctar Diallo	Rapporteur
Mr. Joel Harding	Governance Advisor, DFID
Mr. Dieudonne Tshiyoyo	Regional Electoral Advisor, UNDP/RCSA
Mr. Ozias Tungwara	Regional Manager, Afrimap
Mr. Briggs Bomba	Program Officer, Trust Africa
Hon. Thoko Didiza	House Chair: Internal Arrangements, Parliament of the Republic of South Africa
Ms. Abba Omar	Director of Operations, Mapungubwe Institute for Strategic Reflection and Annual Report
Prof. Sarah Bracking	Chairperson, SARCHI
Prof. Onalenne Selowane	Professor, University of Botswana
Adv. Libakiso Matlho	National Coordinator (Lesotho), Women and Law in Southern Africa
Prof. Kealeboga Maphunye	Inaugural Chair & Research Professor, UNISA
Mr. Salim Latib	Researcher, WITS School of Governance
Mr. Steven Gruzd	Head of Programme, SAIIA
Mr. Lawson Naidoo	Executive Director, Council for the Advancement and Support of Education
Mr. Ebrahim Fakir	Programme Manager, EISA
Ms. Sofia de Souza	Deputy Head of Delegation, EU Delegation
Prof. Adebayo Olukoshi	Regional Director, International IDEA AWA Programme
Ms. Kgothatso Semela-Serote	Senior Programme Officer, International IDEA AWA Programme
Mr. Maurice Engueleguele	Senior Programme Officer, International IDEA AWA Programme
Mr. Mweenge Kana Chimfweme	FODEP
Prof. Alina Segobye	Deputy Executive Director (Research), Human Sciences Research Council, Pretoria South Africa
Dr. Matlotleng Matlou	Professor, Nobel International Business School
Ms. Lucy Muyoyeta	Project Director, Opportunity Zambia
Dr. Gorden Moyo	Secretary, General of People's Democratic Party
Mr. Brian T. Kagoro	Governance Practice Leader, UNDP
Ms. Daisy Bathusi	President, Botswana Congress Party Women's League
Dr. Francois Ekoko	Regional Representative, United Nations Office for South-South Cooperation
Dr. Mataywa Busieka	Manager - International Cooperation Programmes, Department of (Public Service and Administration (SA
Ms. Mercy Moletsane	Managing Director, GLM & Associates

Ms. Manthatisi Machepe	Legal Officer, Ministry of Natural Resources, Lesotho
Mr. Ellos Lodzeni	Executive Secretary, Malawi Office of the Ombudsman
Mrs. Josiane Wawa Dahab	Principal Clerk – Legislative Affairs, Pan African Parliament
Dr. Ndidi Abanno	Senior Committee Clerk, Pan African Parliament
Mr. Calixte Mbari	Senior Political Officer, African Union Commission
Mr. Paul Graham	Senior Adviser, Afrobarometer
Ms. Darsheene Ramnauth	Research Assistant, African Union Commission
Mr. Marc Naba	Research Assistant, African Union Commission
Mr. Wilson Manganyi	Researcher, Mapungubwe Institute for Strategic Reflection and Annual Report
Ms. Tomika Konditi	Political Officer, US Embassy to South Africa
Ms. Sisanda Mbokotho	Political Officer, US Embassy to South Africa
Mr. Siphosami Malunga	Executive Director, OSISA



International IDEA
Strömsborg
SE-103 34 Stockholm
Suède
Tél + 46 8 698 37 00
Fax + 46 8 20 24 22
info@idea.int
www.idea.int